



OUTRIGHT
INTERNATIONAL

NOTE
D'ORIENTATION

Éducation sexuelle complète

JUIN 2026

- L'éducation sexuelle complète (ESC) **est essentielle au plein épanouissement intellectuel, émotionnel et social des enfants et des jeunes.**
- Il existe de solides preuves à l'échelle mondiale que l'éducation sexuelle complète conduit à **des résultats positifs**, notamment un report de l'activité sexuelle, une réduction des grossesses non désirées et des IST, une meilleure prise de décision, une diminution du harcèlement et de la violence à l'école, une protection contre les abus sexuels sur les enfants, ainsi que des compétences interpersonnelles et de communication renforcées, tandis que **les approches prônant uniquement l'abstinence se sont révélées inefficaces, voire néfastes.**
- Pour être efficace auprès de tous.te.s les élèves, l'ESC doit permettre de comprendre la diversité des caractéristiques sexuelles, des identités de genre, des expressions de genre, des orientations sexuelles et des structures familiales, et doit **valoriser la diversité des identités et des familles.**
- Partout dans le monde, les gouvernements devraient **exiger, financer, mettre en œuvre et pérenniser une éducation sexuelle complète dans les écoles**, et veiller à ce qu'elle soit adaptée à l'âge des élèves et qu'elle inclue des informations sur la diversité des identités et des relations.
- Les gouvernements devraient cesser de restreindre l'éducation sur le genre et la sexualité, afin de fournir à tous.te.s les élèves des informations précises et inclusives, un aspect essentiel de la protection des droits humains et **de la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.**

POINTS CLÉS

Quel est l'objectif de cette note d'information ?

Cette note vise à présenter des faits concernant l'éducation sexuelle complète (ESC) et son immense importance pour la sécurité et le développement des enfants, des jeunes et, à terme, des adultes. Elle met en évidence la valeur particulière de l'ESC pour les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, intersexes et queers (LGBTIQ).

Les recherches démontrent systématiquement les avantages de l'éducation sexuelle complète, bien que son statut politique soit profondément contesté. Les défenseur.se.s de l'égalité des genres, des droits humains et des droits de l'enfant doivent disposer d'arguments fondés sur des données probantes qui leur permettront de défendre vigoureusement l'éducation sexuelle complète.

Cette note s'adresse également aux décideur.se.s politiques qui ne sont pas convaincu.e.s de la valeur de l'éducation sexuelle complète et qui recherchent des informations pour mieux comprendre comment celle-ci contribue à un monde plus sûr, plus inclusif et plus respectueux des droits.

Enfin, Outright cherche à garantir que les décideur.se.s politiques et les éducateur.rice.s promeuvent et défendent une éducation sexuelle qui inclut les thèmes liés à **l'orientation sexuelle, à l'identité de genre, à l'expression de genre et aux caractéristiques sexuelles**. Une éducation sexuelle qui considère l'hétérosexualité comme la norme expose les élèves lesbiennes, gays et bisexuel.le.s au harcèlement de la part de leurs pairs et du personnel scolaire. Une éducation sexuelle qui reconnaît la diversité des identités de genre aide les élèves à se comprendre et à s'accepter eux-mêmes, ainsi qu'à accepter les autres, et favorise des environnements plus sûrs, exempts de violences de genre perpétrées par les pairs. Une éducation sexuelle qui reconnaît l'existence des personnes intersexes est particulièrement cruciale pour démystifier l'idée selon laquelle il n'existerait que deux sexes binaires et pour prévenir la violence à l'encontre des personnes présentant des caractéristiques sexuelles diverses – un défi particulier dans les

écoles non mixtes, où les élèves intersexes peuvent vivre une puberté qui ne correspond pas aux attentes liées au sexe qui leur a été attribué.

Qu'est-ce qu'une éducation sexuelle complète ?

L'éducation sexuelle complète s'articule autour de principes fondamentaux, d'objectifs et de méthodes pédagogiques visant à dispenser aux élèves un enseignement de haute qualité sur des sujets liés à la sexualité¹. Il est prouvé que l'ESC contribue à la sécurité et au bien-être des enfants². Pour les élèves LGBTIQ en particulier, elle aide à prévenir et à réduire la stigmatisation, le harcèlement et la violence³.

L'éducation sexuelle complète est une approche de l'éducation sexuelle fondée sur les programmes scolaires, axée sur les droits et le genre, qui vise à doter les enfants et les jeunes des **connaissances, des compétences, des attitudes et des valeurs** qui leur permettront de développer une **vision positive** de leur sexualité dans le contexte de leur développement émotionnel et social, et **à leur fournir des outils** permettant de prévenir les abus sexuels sur mineur.e.s, les infections et les grossesses précoces.

Guide technique international de l'Unesco sur l'éducation sexuelle⁴

L'éducation sexuelle est dite globale lorsqu'elle s'appuie sur un programme scientifiquement rigoureux, fondé sur les droits humains, qu'elle implique un apprentissage progressif et adapté à l'âge, qu'elle fournit un éventail d'informations sur la santé sexuelle et reproductive, qu'elle adopte une approche visant à développer la pensée critique, les compétences de vie, les valeurs et les attitudes, et qu'elle est adaptée au contexte⁵.

Malheureusement, l'éducation sexuelle complète est menacée. Certains États, politicien.ne.s et organisations se sont fait connaître en cherchant à restreindre les droits fondamentaux des enfants et leur développement holistique, en leur refusant

l'accès à l'information et à la protection contre les abus et la discrimination. Iels financent et mènent des attaques contre l'éducation inclusive en s'appuyant sur des affirmations erronées selon lesquelles iels protégeraient les enfants⁶. Une organisation d'extrême droite très active aux États-Unis a concentré ses efforts sur des attaques contre le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), qu'elle accuse de « promouvoir l'idéologie du genre » sur la base de brochures affirmant que l'attirance pour le même sexe n'est pas une pathologie⁷. Le militantisme de ces groupes a contribué à susciter un tollé général contre l'éducation sexuelle complète dans des pays comme **l'Afrique du Sud** ou **le Ghana**⁸.

L'Organisation mondiale de la santé souligne que, en particulier auprès **des plus jeunes**, « enseigner la sexualité ne signifie pas nécessairement enseigner le sexe ». Une éducation sexuelle complète pour les plus jeunes consiste à leur enseigner la connaissance de leur corps, le consentement et le respect de leurs propres limites et de celles des autres.

L'opposition à une éducation sexuelle fondée sur les droits a conduit, dans un nombre croissant de pays, à l'adoption de lois antidémocratiques, qui interdisent certains types de discussions et d'enseignements concernant le genre et la sexualité. Il s'agit notamment des lois interdisant la « propagande en faveur des relations non traditionnelles » et de la diversité de genre en **Hongrie**, en **Russie** et au **Kazakhstan** ; des lois « don't say gay » (ne dites pas gay) dans l'État américain de **Floride** ; et des lois et politiques « anti-idéologie de genre » au **Paraguay**⁹.

Les lois dites « anti-idéologie de genre » découlent d'une description de la diversité sexuelle et de genre comme étant idéologique plutôt que comme un fait ancré dans la science et l'expérience vécue. La résistance à la protection des droits à l'éducation par le biais de l'éducation sexuelle complète et à l'inclusion des femmes et des personnes LGBTIQ vise à empêcher l'accès aux informations et aux services de santé sexuelle, entre autres¹⁰.

En quoi consiste l'éducation sexuelle complète ?

L'éducation sexuelle complète vise à fournir des informations scientifiquement exactes et adaptées à l'âge des jeunes sur la sexualité, le genre et la santé sexuelle et reproductive. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) souligne l'importance de l'ESC pour la santé et le bien-être des jeunes¹¹. L'ESC s'appuie sur des faits et des données probantes, permettant ainsi de dissiper les mythes et les stéréotypes¹². Elle contribue à contrer les messages contradictoires ou dangereux véhiculés par les pairs, les réseaux sociaux et la société en général¹³.

Une éducation sexuelle et relationnelle adaptée doit commencer dès le plus jeune âge et se poursuivre tout au long de l'enfance et de l'adolescence¹⁴. L'OMS affirme que « l'éducation à la sexualité est un processus qui dure toute la vie, commençant parfois plus tôt, à la maison, avec des personnes de confiance. L'apprentissage est progressif ; ce qui est enseigné dès le plus jeune âge est très différent de ce qui est enseigné pendant la puberté et l'adolescence¹⁵ ». Les données montrent que « l'éducation sexuelle est plus efficace lorsqu'elle commence tôt et avant le début de l'activité sexuelle¹⁶ ». De plus, dès leur plus jeune âge, trop d'élèves sont victimes de violences sexistes, de discriminations, de harcèlement et d'exclusion dans les écoles et les environnements d'apprentissage, des problèmes qui pourraient être atténués par l'accès à une éducation sexuelle complète¹⁷.

L'éducation sexuelle complète couvre diverses dimensions de la sexualité humaine, notamment « l'anatomie, la physiologie et la biochimie du système de réponse sexuelle ; l'identité, l'orientation, les rôles et la personnalité ; ainsi que les pensées, les sentiments et les relations¹⁸ ». Les thèmes suivants devraient être inclus dans les programmes d'ESC.

- La puberté, les menstruations et l'anatomie sexuelle, y compris la diversité humaine en matière de caractéristiques sexuelles.
- Les droits humains, l'autonomie corporelle, le consentement et les approches visant à prévenir et à répondre à la violence sexuelle.

- Les pratiques sexuelles sans risque, y compris les informations sur la prévention et le traitement des infections sexuellement transmissibles (IST).
- La contraception et la grossesse.
- La santé émotionnelle et le bien-être, les compétences relationnelles, les relations et la vie familiale.
- Le genre.
- L'éducation aux médias, la démythification des mythes et des stéréotypes, et la lutte contre la stigmatisation.

Quels sont les avantages d'une éducation sexuelle complète ?

Des recherches ont démontré l'importance et l'efficacité d'une éducation sexuelle complète. Par exemple, Eva S. Goldfarb et Lisa D. Lieberman, expertes en santé publique et en éducation sexuelle complète, ont publié un rapport sur trois décennies de recherche, analysant la littérature sur l'ESC et évaluant les initiatives en matière d'ESC aux États-Unis et dans le monde¹⁹. L'étude a évalué de manière critique les objectifs clés de l'ESC et a conclu que les initiatives en milieu scolaire ont une efficacité globale pour réduire la phobie des personnes queer et le harcèlement homophobe, améliorer la compréhension du genre et des normes de genre, contribuer à prévenir les abus sexuels sur les enfants, favoriser des relations saines, et réduire la violence dans les relations amoureuses et entre partenaires intimes.

L'éducation sexuelle complète contient des éléments clés qui contribuent à protéger la vie, la santé, le bien-être et le développement des enfants et des jeunes. Elle les aide à prendre des décisions éclairées concernant leur santé, leurs droits et leur corps. L'ESC fournit également des connaissances et des faits scientifiquement exacts sur la sexualité et la vie, dissipe les mythes, renforce l'empathie et contribue à une image de soi positive, y compris l'image corporelle²⁰.

Prise de décision éclairée. De nombreux jeunes adoptent **des comportements sexuels non éclairés ou à haut risque** en raison d'un manque d'informations précises et de soutien. Il a été prouvé que l'éducation sexuelle complète dote les jeunes des connaissances, du jugement et de

la confiance nécessaires pour prendre des décisions responsables, qui protègent leur santé et leur bien-être, contribuant ainsi directement à retarder l'activité sexuelle et à favoriser des comportements plus sûrs²¹.

Une étude mondiale a révélé que, dans plusieurs contextes, les programmes d'éducation sexuelle complète « ont considérablement retardé le début de l'activité sexuelle chez un ou plusieurs groupes d'au moins six mois », tout en favorisant des comportements sexuels plus sûrs²². Aux **États-Unis**, un programme d'éducation sexuelle complète a accru à la fois l'abstinence et l'utilisation du préservatif, tandis qu'en **Tanzanie**, un programme similaire « a réduit le nombre de partenaires sexuels chez les garçons et accru l'utilisation du préservatif chez les garçons comme chez les filles²³ ». En **Suède**, l'examen des effets de la réforme de l'éducation sexuelle sur l'ensemble du « cycle de vie » a montré que « la réforme a entraîné une **réduction significative de l'activité sexuelle et des grossesses non désirées**²⁴ ». En **Afrique du Sud**, les programmes scolaires d'éducation sexuelle et relationnelle ont semblé réduire les grossesses non désirées et les comportements sexuels déclarés, ainsi que diminuer l'activité sexuelle²⁵. Les initiatives d'éducation sexuelle et relationnelle ont également conduit à une diminution de l'activité sexuelle au **Sénégal** et à une baisse des grossesses non désirées au **Kenya**, en **Jamaïque**, en **Ouganda**, au **Malawi** et au **Mexique**²⁶.

En revanche, les approches de l'éducation sexuelle fondées uniquement sur l'abstinence sont « inefficaces pour prévenir l'activité sexuelle précoce et les comportements à risque, et sont potentiellement néfastes pour la santé sexuelle et reproductive des jeunes », en partie parce qu'elles « excluent toute information précise sur la contraception²⁷ ». De nombreuses recherches, parmi lesquelles des études américaines menées sur plusieurs années, montrent que les initiatives axées sur l'abstinence ne réduisent pas les naissances chez les adolescentes, le VIH ou d'autres IST, mais ont plutôt « eu un effet pervers, augmentant les taux de natalité chez les adolescentes²⁸ ».

Les approches transformatrices en matière de genre dans le cadre d'une éducation sexuelle complète ont un impact particulièrement

important. Il s'agit d'efforts menés au sein et au-delà des programmes scolaires qui s'attaquent aux normes, rôles et relations de genre stéréotypés et préjudiciables, ainsi qu'à la redistribution du pouvoir, des ressources et des services, afin de parvenir à l'égalité des genres²⁹. Elles impliquent une compréhension inclusive du genre, associée à des méthodes visant à éliminer les inégalités, les préjugés et les déséquilibres de pouvoir. Une étude portant sur des interventions menées dans neuf pays a révélé que les programmes d'éducation sexuelle complète abordant « le genre et le pouvoir dans les relations étaient cinq fois plus susceptibles d'être efficaces pour réduire les taux d'IST et de grossesses que ceux qui n'abordent pas ces sujets³⁰ ».

Sensibilisation accrue aux droits. L'éducation sexuelle complète adopte une approche fondée sur les droits humains, reconnaissant les droits des enfants, des jeunes et de toutes les personnes à « la santé, l'éducation, l'information, l'égalité et la non-discrimination³¹ ». L'ESC fournit aux apprenant.e.s les outils nécessaires pour reconnaître la discrimination et l'oppression, notamment à l'encontre des filles, des femmes, et des populations minoritaires telles que les personnes LGBTIQ, tout en permettant une meilleure compréhension de l'égalité des sexes, des droits sexuels et de la diversité sexuelle et de genre³². Ces mesures contribuent à prévenir le harcèlement et la violence chez les jeunes, posant ainsi les bases pour construire des populations plus saines sur le plan émotionnel et plus empathiques³³.

Lorsque l'éducation aux médias fait partie intégrante de l'éducation sexuelle et relationnelle, les élèves « ont démontré une amélioration de leurs capacités à déconstruire les médias », ce qui est utile pour la perception que les enfants et les jeunes ont d'eux-mêmes et du monde qui les entoure³⁴. L'éducation aux médias aide les élèves et les jeunes à s'y retrouver dans les réseaux sociaux et toutes les formes de communication médiatique, à identifier les préjugés et à utiliser les espaces en ligne de manière sûre et efficace.

Protection contre les abus sexuels et les agressions sexuelles sur les enfants. Fournir aux enfants et aux jeunes des informations

factuellement exactes sur leur corps et des connaissances sur leurs droits offre une protection contre les abus sexuels. Cela favorise une culture plus forte de signalement et de responsabilisation des auteur.rice.s de violences sexuelles à l'encontre des enfants et des jeunes³⁵.

Alors que certain.e.s opposant.e.s affirment que l'éducation sexuelle complète peut « sexualiser » ou « conditionner » les jeunes, la réalité est qu'elle leur fournit des connaissances et des compétences adaptées à leur âge pour les aider à reconnaître les abus. Les enfants qui manquent d'informations précises sur leur corps et sur les abus sont plus vulnérables. L'éducation sexuelle complète protège les jeunes en leur enseignant les comportements abusifs, le conditionnement, la prédation, le consentement éclairé et comment demander de l'aide.

Des compétences interpersonnelles accrues pour faciliter l'établissement de relations. En abordant les rencontres et les relations amoureuses, le sexisme, le pouvoir, les dynamiques de genre, la violence sexuelle, la culpabilisation des victimes et d'autres sujets de cet ordre, l'éducation sexuelle complète dote les élèves des compétences nécessaires pour reconnaître la violence et la coercition, renforcer leur capacité à se défendre et, en fin de compte, prévenir, traiter et encourager le signalement des violences domestiques et conjugales, qui peuvent toucher de manière disproportionnée les filles et les jeunes LGBTIQ³⁶. L'éducation sexuelle complète contribue à une culture du consentement explicite. Elle fournit aux enfants et aux jeunes les compétences nécessaires pour établir et reconnaître des relations saines, développer des aptitudes à la communication interpersonnelle, favoriser le respect de soi et le respect mutuel, et améliorer le bien-être socio-émotionnel³⁷.

Des écoles plus sûres. Une étude de l'Unesco portant sur 94 pays et territoires a révélé que les élèves LGBTIQ subissent systématiquement des niveaux de violence plus élevés que leurs camarades non LGBTIQ³⁸. À l'échelle mondiale, 45 % des jeunes LGBTIQ déclarent avoir été victimes de harcèlement à l'école en raison de leur identité de genre ou de leur orientation sexuelle³⁹. Des études montrent que l'éducation sexuelle et relationnelle qui intègre des thèmes liés à la diversité sexuelle et de genre réduit les

cas de harcèlement par les pairs et améliore la santé mentale des jeunes LGBTIQ⁴⁰. Une étude menée dans l'État américain de Californie a révélé que « les programmes scolaires favorables aux personnes LGBTQ étaient également associés à un sentiment de sécurité accru chez les élèves à l'école et à une meilleure prise de conscience du harcèlement tant au niveau de l'établissement qu'au niveau individuel⁴¹ ».

« L'éducation sexuelle complète apprend aux enfants et aux jeunes à penser de manière critique, dans un monde où la désinformation, les fausses informations et les mythes sur le corps et la sexualité sont monnaie courante. Adaptée à la culture et au contexte, l'ESC aborde les questions au sein des normes et des structures culturelles dans lesquelles vivent les enfants et les jeunes concernés. »

Unesco⁴²

L'ESC aborde-t-elle suffisamment, dans la pratique, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles ?

L'éducation sexuelle complète qui inclut l'enseignement de la diversité sexuelle et de genre est rare. De plus, le discours sur la diversité sexuelle et de genre à l'école, qu'il provienne des pairs ou même des éducateur.rice.s, peut être hostile ou désobligeant, portant atteinte à la dignité et aux droits des apprenant.e.s LGBTIQ.

Les recherches d'Outright révèlent que seuls 27 États membres de l'ONU abordent la diversité sexuelle et de genre dans leurs programmes d'éducation sexuelle complète, et que seuls certains de ces pays imposent aux élèves d'étudier les différentes orientations sexuelles et identités de genre⁴³. Lorsque l'éducation sexuelle complète inclusive n'est pas obligatoire, elle peut facilement être ignorée à la discrétion de l'établissement ou de l'enseignant.e.

En Europe, l'éducation sexuelle obligatoire incluant l'orientation sexuelle et l'identité de genre n'existe que dans 12 pays. Parmi ceux-ci, seuls cinq — la **France**, **Malte**, **l'Espagne**, le **Portugal** et la **Belgique** — intègrent dans leurs programmes

scolaires des cours sur l'existence des personnes intersexes et la diversité des caractéristiques sexuelles⁴⁴. Il est essentiel d'enseigner aux élèves la diversité des caractéristiques sexuelles et l'existence des personnes intersexes pour lutter contre la désinformation et la stigmatisation.

Certains pays ou districts scolaires, notamment au **Paraguay**, en **Hongrie**, au **Brésil** et aux **États-Unis**, ont interdit la diffusion d'informations sur la diversité des orientations sexuelles et des identités de genre dans les écoles, notamment en interdisant l'enseignement de livres qui représentent des personnes et des familles diverses. Cette censure ouvre la voie à l'introduction de supports pédagogiques dépourvus de fondement scientifique, contenant des préjugés religieux et renforçant des stéréotypes néfastes sur le genre et la sexualité⁴⁵.

La majorité des États membres de l'ONU, soit 166, n'imposent pas d'éducation sexuelle complète ni ne l'intègrent dans les programmes scolaires nationaux. Dans les juridictions où l'ESC n'est pas obligatoire, la diversité sexuelle et de genre est rarement incluse dans les programmes. Lorsque les personnes LGBTIQ sont mentionnées, c'est souvent de manière négative ou péjorative. Une étude récente d'Outright montre que l'éducation sexuelle complète est interdite par la loi dans des pays comme la **Hongrie** et les **États américains de Floride** et du **Wyoming**, et que des pays comme **l'Iran** restreignent traditionnellement ces sujets en raison de la désinformation et de la phobie des personnes queers. Dans les Caraïbes également, des élèves et des militant.e.s ont récemment signalé la suppression totale des personnes LGBTIQ dans les programmes scolaires⁴⁶.

En 2024, Outright a mené une enquête mondiale auprès de personnes LGBTIQ sur le droit à l'éducation, recueillant 439 réponses provenant de 49 pays.

Parmi les participant.e.s ayant déclaré avoir reçu une éducation sexuelle à l'école, la majorité a indiqué que celle-ci était dispensée dans une perspective cis-hétéronormative. De plus :

- 57 % des personnes interrogées ont indiqué que leurs enseignant.e.s n'abordaient pas les questions liées à

l'orientation sexuelle et n'enseignaient pas ce sujet ;

- 72 % ont déclaré que les enseignant.e.s n'abordaient pas l'identité de genre et l'expression de genre ;
- 73 % ont déclaré que les enseignant.e.s n'abordaient pas les caractéristiques sexuelles ni l'existence des personnes intersexes en classe.

Le fait de passer sous silence les discussions sur la sexualité et le genre à l'école contribue à l'hostilité, à l'invisibilité et à la peur chez les élèves LGBTIQ, qui se retrouvent sans protection juridique, sans soutien de la part des enseignant.e.s et sans matériel pédagogique inclusif.

Quelles sont les normes internationales en matière de droits humains et de développement inclusif concernant l'éducation sexuelle complète ?

Chacun.e a droit à l'éducation, y compris à l'éducation sexuelle complète, conformément à l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux articles 13 et 14 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels⁴⁷. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CESCR) des Nations unies interprète ces dispositions à travers le prisme des « 4 A » – disponibilité, accessibilité, acceptabilité, adaptabilité – dans son observation générale n° 13⁴⁸.

Les mécanismes des droits de l'homme ont interprété ces instruments, ainsi que d'autres, comme imposant aux États l'obligation de dispenser une éducation sexuelle complète. Le Comité des droits de l'enfant a indiqué aux États qu'« une éducation à la santé sexuelle et reproductive adaptée à l'âge, complète et inclusive, fondée sur des données scientifiques et les normes relatives aux droits de l'homme, et élaborée en collaboration avec les adolescents, devrait faire partie du programme scolaire obligatoire⁴⁹ ». Le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a déclaré que les États ont le devoir « d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes éducatifs et du matériel

pédagogique, y compris une éducation sexuelle complète, fondée sur des informations complètes et exactes, à l'intention de tous les adolescents et jeunes, d'une manière adaptée à l'évolution de leurs capacités⁵⁰ ». Le Conseil souligne que l'éducation sexuelle complète est un outil essentiel pour promouvoir les droits humains et éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles, en impliquant les hommes et les garçons.

Au-delà de leurs obligations en matière de droits humains en vertu du droit des traités, tous les États ont adhéré au Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies. L'objectif de développement durable n° 4, « Éducation de qualité », donne comme but que « tous les apprenants acquièrent les connaissances et les compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable », notamment par le biais d'une éducation aux droits humains et à l'égalité des sexes⁵¹. En outre, tous les États se sont engagés à « garantir l'accès universel aux services de santé sexuelle et reproductive, y compris en matière de planification familiale, d'information et d'éducation ». Cela englobe des initiatives d'éducation sexuelle complète à tous les niveaux.

Que devraient faire les États ?

- **Abroger les lois et révoquer les politiques qui restreignent les contenus adaptés à l'âge sur le genre et la sexualité dans les écoles.** De nombreux gouvernements nationaux et locaux ont adopté des lois ou publié des politiques interdisant les informations et les contenus sur des concepts tels que le genre, l'identité de genre, la soi-disant « idéologie de genre », la sexualité, la diversité sexuelle et l'orientation sexuelle. Ils devraient abroger ces dispositions afin de protéger l'accès inclusif à l'éducation pour tous.te.s les élèves.
- **Rendre obligatoires, financer et mettre en œuvre des initiatives d'éducation sexuelle complète qui incluent les personnes LGBTIQ.** Les États devraient rendre obligatoire et financer l'enseignement d'une éducation sexuelle complète et veiller à ce qu'elle inclue la reconnaissance et l'affirmation de la

diversité en matière d'orientation sexuelle, d'identité de genre, d'expression de genre et de caractéristiques sexuelles, de manière adaptée à l'âge, à tous les niveaux, afin de favoriser une éducation inclusive.

- **Exiger la formation du personnel scolaire.** Les États devraient dispenser une formation holistique aux enseignant.e.s sur l'inclusion des personnes LGBTIQ, la lutte contre le harcèlement et la violence, et la promotion des connaissances sur la diversité sexuelle et de genre. Cette

formation devrait être menée en collaboration avec des organisations communautaires LGBTIQ.

- **Impliquer les parties prenantes et faciliter le soutien communautaire.** Les États devraient associer des expert.e.s en droits humains LGBTIQ en tant que parties prenantes à la formulation, à la conception et à la mise en œuvre des programmes éducatifs. En outre, les États devraient veiller à ce que le soutien communautaire à l'éducation et au développement de l'enfance inclue les familles LGBTIQ.

Références

1. Action Canada for Sexual Health and Rights, *The State of Sex-Ed in Canada*, septembre 2019, p. 6.
https://www.actioncanadashr.org/sites/default/files/2019-09/Action%20Canada_StateofSexEd_F%20-%20web%20version%20EN.pdf.
2. Eva S. Goldfarb et al., « Promising Approaches to Comprehensive Sex Education: Evidence From Three Decades of Research », *Journal of Adolescent Health*, 78, n° 1, 2026, p. 27.
<https://doi.org/10.1016/j.jadohealth.2025.06.034>.
3. *Ibid.*, p. 25, p. 27.
4. Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco, *International technical guidance on sexuality education*, 2018, p. 16.
https://cdn.who.int/media/docs/default-source/reproductive-health/sexual-health/international-technical-guidance-on-sexuality-education.pdf?sfvrsn=10113efc_29&download=true.
5. TARSHI, *What Makes Sexuality Education Comprehensive? Exploring the Indian Context*, 2019, p. 13-15.
https://www.tarshi.net/downloads/What_Makes_Sexuality_Education_Comprehensive-a_Working_Paper_by_TARSHI.pdf.
6. Voir : Sophia M. D'Angelo et al., « Whose hands on our education? Identifying and countering gender-restrictive backlash », *ALIGN*, 8 septembre 2024.
<https://www.alignplatform.org/resources/report-whose-hands-our-education-countering-backlash>.
7. Voir : C-Fam, *UNICEF : Attack on the World's Children*, juillet 2025.
<https://c-fam.org/wp-content/uploads/Analysis-UNICEF.pdf> ; Ayenat Mersie, « UNICEF scrubs sex ed pages targeted by US conservative group », *Devex*, 19 septembre 2025.
<https://www.devex.com/news/unicef-scrubs-sex-ed-pages-targeted-by-us-conservative-group-110848>. Des organisations telles que C-Fam et Stop CSE sortent systématiquement de leur contexte des citations et des présentations d'initiatives éducatives, les déformant délibérément.
8. Au Ghana, en janvier 2026, des dirigeant.e.s politiques et religieux.se.s ont vivement critiqué le Conseil national pour les programmes scolaires et l'évaluation (NaCCA) et le ministère de l'Éducation au sujet du contenu d'un manuel destiné aux enseignant.e.s du secondaire, qui contenait des définitions de l'identité de genre, de l'orientation sexuelle et de la sexualité. Le ministre de l'Éducation a ordonné au NaCCA de corriger le manuel. Le NaCCA a publié une déclaration indiquant que « le ministère de l'Éducation et le NaCCA affirment sans équivoque que le gouvernement du Ghana n'a aucune intention de promouvoir, d'approuver ou d'introduire des contenus LGBTQ à quelque niveau que ce soit du système éducatif ». Voir : Rightify Ghana, « NaCCA Rejects Hon. Ntim Fordjour's LGBTQ Claims, Clarifies That SHS Teacher Manual Has Been Revised and Old Printed Copies Withdrawn », 14 janvier 2026.
<https://rightifyghana.org/2026/01/14/nacca-rejects-hon-ntim-fordjourns-lgbtq-claims-clarifies-that-shs-teacher-manual-has-been-revised-and-old-printed-copies-withdrawn/>. Voir également : Haley McEwen, « Anti-Gender Groups Mobilize against Comprehensive Sexuality Education at National, and Global Levels », C-REX - Center for Research on Extremism, Université d'Oslo, 2 juillet 2021.
<https://www.sv.uio.no/c-rex/english/news-and-events/right-now/2021/anti-gender-groups-mobile-against-comprehensive-sex.html>.
9. En octobre 2017, le ministère de l'Éducation et des Sciences (MEC) du Paraguay a promulgué la résolution 29664/17, qui interdit la diffusion et l'utilisation de supports pédagogiques liés à ce qu'il qualifiait de « théorie et/ou idéologie du genre » dans les établissements d'enseignement du pays. Voir : Ministerio de Educación y Ciencias de Paraguay, Résolution 29664-2017 interdisant la diffusion et l'utilisation de supports imprimés ou numériques se rapportant à la théorie et/ou à l'idéologie du genre dans les établissements d'enseignement relevant du ministère de l'Éducation et des Sciences.
https://www.mec.gov.py/cms_v4/documentos/ver_documento/?titulo=29664-2017-RIERA. Des responsables politiques de nombreux États et localités du Brésil ont tenté de promulguer des lois similaires, mais se sont heurté.e.s à l'opposition des tribunaux. Voir : Bahia Noticias, « STF declara inconstitucionais leis municipais que proibiam linguagem neutra em escolas », 2 mars 2026.
<https://www.bahianoticias.com.br/justica/noticia/74190-stf-declara-inconstitucionais-leis-municipais-que-proibiam-linguagem-neutra-em-escolas> ; Human Rights Watch, « "I Became Scared, This Was Their Goal" Efforts to Ban Gender and Sexuality Education in Brazil ».
10. Ipas, *False Pretenses : The Anti-Comprehensive Sexuality Education Agenda Weaponizing Human Rights*, p. 1.
<https://www.ipas.org/wp-content/uploads/2023/03/False-Pretenses-The-Anti-Comprehensive-Sexuality-Education-Agenda-Weaponizing-Human-Rights-OPPCSE23b.pdf>. Kate Walton, « Opposition to gender equality around the world is connected, well funded and spreading. Here's what you need to know about the anti-gender movement », CNN, 2024.
<https://www.cnn.com/interactive/asequals/anti-gender-equality-threat-explained-as-equals-intl-cmd/> ; Sofia Bempeza, « "The West Is (Not) the Best" – Anti-Gender Narratives and Queer-Feminist Struggles in Greece », *Feminist Critique*, 6, 2025, p. 10-11.
<https://doi.org/10.52323/098786>.
11. Organisation mondiale de la santé, *Comprehensive sexuality education*, 18 mai 2023.
<https://www.who.int/news-room/questions-and-answers/item/comprehensive-sexuality-education>.
12. Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco, *International Technical Guidance on Sexuality Education: An Evidence-Informed Approach*, réédition, 2018, p. 16.
https://cdn.who.int/media/docs/default-source/reproductive-health/sexual-health/international-technical-guidance-on-sexuality-education.pdf?sfvrsn=10113efc_29&download=true.
13. Fonds des Nations unies pour la population, « 10 myths – and truths – about comprehensive sexuality education », 19 août 2024.
<https://www.unfpa.org/stories/10-myths-%E2%80%93-and-truths-%E2%80%93-about-comprehensive-sexuality-education>.
14. Organisation mondiale de la santé, *Comprehensive sexuality education*.
15. *Ibid.*
16. Eva Goldfarb et Lisa Lieberman, « Three Decades of Research: The Case for Comprehensive Sex Education », *Journal of Adolescent Health*, 68, n° 1, 2021, p. 22.
<https://doi.org/10.1016/j.jadohealth.2020.07.036>.
17. Outright International, *Policy Brief: Inclusive Education for LGBTIQ People*, octobre 2025, p. 2.
[https://outrightinternational.org/sites/default/files/2025-10/Outright Inclusive Education for LGBTIQ People%20%282%29.pdf](https://outrightinternational.org/sites/default/files/2025-10/Outright%20Inclusive%20Education%20for%20LGBTIQ%20People.pdf).
18. Goldfarb et Lieberman, p. 14.
19. *Ibid.*

20. *Ibid.*, p. 20. Voir également : Fonds des Nations unies pour la population, « 10 myths – and truths – about comprehensive sexuality education ».
21. Sekhar *et al.*, « Understanding Comprehensive Sexuality Education: A Worldwide Narrative Review », *Cureus*, 16, n° 11, 2024, p. 4. <https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC11683015/pdf/cureus-0016-00000074788.pdf> ; Eva S. Goldfarb *et al.*, « Promising Approaches to Comprehensive Sex Education: Evidence From Three Decades of Research », *Journal of Adolescent Health*, 78, 2026, 19–34, p. 19–20. <https://www.jahonline.org/action/showPdf?pii=S1054-139X%2825%2900285-X>.
22. Douglas B. Kirby *et al.*, « Sex and HIV Education Programs: Their Impact on Sexual Behaviors of Young People Throughout the World », *Journal of Adolescent Health*, 40, n° 3, 2007, p. 209. <https://doi.org/10.1016/j.jadohealth.2006.11.143>. Voir également : Paul Montgomery et Wendy Knerr, *Review of the Evidence on Sexuality Education: Report to Inform the Update of the UNESCO International Technical Guidance on Sexuality Education*, Centre for Evidence-Based Intervention (CEBI), Université d'Oxford, 2018, p. 18. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000264649.locale=en>.
23. Kirby *et al.*, p. 210.
24. C'est nous qui soulignons. Volha Lazuka et Annika Elwer, « Life-Cycle Effects of Comprehensive Sex Education », Institut d'économie du travail, novembre 2023, p. 3. <https://docs.iza.org/dp16622.pdf>.
25. Paul Montgomery et Wendy Knerr, *Review of the Evidence*, p. 21.
26. Michelle J. Hindin *et al.*, « Interventions to Prevent Unintended and Repeat Pregnancy Among Young People in Low- and Middle-Income Countries: A Systematic Review of the Published and Gray Literature », *Journal of Adolescent Health*, 59, n° 3, 2016, p. 12. <https://doi.org/10.1016/j.jadohealth.2016.04.021> (L'éducation sexuelle complète).
27. Organisation mondiale de la santé, « Comprehensive sexuality education », citant John Santelli *et al.*, « Abstinence-Only-Until-Marriage: An Updated Review of U.S. Policies and Programs and Their Impact », *Journal of Adolescent Health*, 61, 2017, p. 278. <https://www.jahonline.org/action/showPdf?pii=S1054-139X%2817%2930260-4>.
28. Ashley M. Fox *et al.*, « Funding for Abstinence-Only Education and Adolescent Pregnancy Prevention: Does State Ideology Affect Outcomes? », *American Journal of Public Health*, 109, n° 3, 2019, p. 497. <https://doi.org/10.2105/ajph.2018.304896>.
29. Voir : Rutgers, « Our Gender-Transformative Approach ». <https://rutgersinternational/about-rutgers/what-we-do/gender-transformative-approach/> ; UNFPA, *Gender Transformative Approaches to Achieve Gender Equality and Sexual and Reproductive Health and Rights*, 8 mars 2023. <https://www.unfpa.org/publications/gender-transformative-approaches-achieve-gender-equality-and-sexual-and-reproductive>.
30. Goldfarb et Lieberman, p. 20, citant Nicole A. Haberland, « The Case for Addressing Gender and Power in Sexuality and HIV Education: A Comprehensive Review of Evaluation Studies », *International Perspectives on Sexual and Reproductive Health*, 41, n° 1, 2015, p. 31–42. <https://doi.org/10.1363/4103115>.
31. Unesco, *International Technical Guidance*, p. 16.
32. Goldfarb et Lieberman, p. 19–20.
33. *Ibid.*, p. 16.
34. *Ibid.*, p. 20.
35. *Ibid.*, p. 21–22.
36. Goldfarb et Lieberman, p. 20–21.
37. *Ibid.*, p. 22.
38. Unesco, *Out in the open: education sector responses to violence based on sexual orientation or gender identity/expression: summary report*, 2016, p. 16. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000244652>.
39. Nations unies, « Free & Equal », *LGBTIQ+ Youth: Bullying and Violence at School*, 2023, p. 1. <https://www.unfe.org/sites/default/files/download/Bullying-fact-sheet-2023-EN.pdf>.
40. Goldfarb et Lieberman, p. 16.
41. *Ibid.*, p. 16.
42. Unesco, *Guide technique internationale*, p. 17.
43. Ces pays sont l'Argentine, l'Australie, la Belgique, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, la Croatie, Cuba, Chypre, les îles Fidji, la Finlande, la France, l'Irlande, le Luxembourg, le Malawi (programmes destinés aux jeunes non scolarisés), Malte, la Namibie, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, le Portugal, les Philippines, l'Afrique du Sud, l'Espagne, la Suède, Singapour, Taïwan et la Thaïlande.
44. IGLYO, Rapport, carte et index sur l'éducation inclusive LGBTI 2022 (consulté le 1^{er} avril 2026). <https://www.education.iglyo.org/comparator>.
45. FEIPAR, *Apuntes de las familias para la educación sexual en Paraguay*, 2024. <https://feipar.org/wp-content/uploads/2024/02/Apuntes-de-las-Familias-para-la-Educacion-Sexual-en-el-Paraguay-FEIPAR.pdf> ; entretiens menés par Outright au Paraguay, septembre 2024.
46. UNFPA, *Strengthening the Legislative Framework governing Sexual and Reproductive Health and Rights in the English and Dutch-speaking Caribbean*, novembre 2023, p. 8. <https://caribbean.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/policy-brief-november-2023-strengthening-the-legislative-framework-governing-srhr-in-the-caribbean.pdf> ; UNFPA, *A Formative Assessment of Comprehensive Sexuality Education within the Health and Family Life Education Curriculum in the Caribbean*, 2024, p. 25, p. 28. <https://caribbean.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/2024-12/ASSESSMENT%202022%20CSE%20Format%20Assessment%20of%20CSE%20within%20HLE.pdf>.
47. Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH), adoptée le 10 décembre 1948, Rés. AG 217A(III), Doc. ONU A/810, p. 71 (1948) ; Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), adopté le 16 décembre 1966, Rés. AG 2200A (XXI), 21 U.N. GAOR Supp. (n° 16), p. 49, Doc. ONU A/6316 (1966), 993 U.N.T.S. 3, entré en vigueur le 3 janvier 1976.
48. Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations unies, Observation générale n° 13 : « Le droit à l'éducation » (art. 13 du Pacte), Doc. ONU E/C.12/1999/10, 8 décembre 1999. <https://docs.un.org/en/E/C.12/1999/10>.
49. Comité des droits de l'enfant, Observation générale n° 20 (2016) sur la mise en œuvre des droits de l'enfant à l'adolescence, Doc. ONU CRC/C/GC/20*, 6 décembre 2016, par. 61. <https://docs.un.org/en/CRC/C/GC/20>. Voir également : par. 33 : « Les adolescents lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes sont souvent victimes de persécutions, notamment d'abus et de violences, de stigmatisation, de discrimination, de harcèlement, d'exclusion de l'éducation et de la formation, ainsi que d'un manque de soutien familial et social, ou d'accès aux services et informations en matière de santé sexuelle et reproductive. Dans les cas extrêmes, ils sont exposés à des agressions sexuelles, au viol et même à la mort. Ces expériences ont été associées à une faible estime de soi, à des taux plus élevés de dépression, de suicide et de sans-abrisme. »

50. Conseil des droits de l'homme, « Accélérer les efforts visant à éliminer la violence à l'égard des femmes : impliquer les hommes et les garçons dans la prévention et la lutte contre la violence à l'égard de toutes les femmes et filles », Doc. ONU A/HRC/35/L.15, 16 juin 2017, par. 9g.

<https://documents.un.org/doc/undoc/ltd/g17/165/68/pdf/g1716568.pdf>.

51. Nations unies, *Transforming our world: the 2030 Agenda for Sustainable Development* (consulté le 19 février 2026).

<https://sdgs.un.org/2030agenda#:~:text=Ce%20programme%20est%20un%20plan.paix%20universelle%20dans%20une%20plus%20grande%20liberté.>

Illustration de couverture

Un groupe de jeunes étudiant.e.s issu.e.s de divers horizons lisant des livres d'éducation sexuelle. Générée avec Google Gemini.

Contact

Outright International

+1 212 430 6054

comms@outrightinternational.org

www.outrightinternational.org